



Office fédéral de la statistique
Bundesamt für Statistik
Ufficio federale di statistica
Uffizi federal da statistica
Swiss Federal Statistical Office

OFS BFS UST

ACTUALITÉS OFS
BFS AKTUELL
ATTUALITÀ UST

4

Economie nationale
Volkswirtschaft
Economia

Neuchâtel, décembre 2005

Compte de production de la Suisse

Résultats provisoires 2003 et définitifs 2002

.....

Information:

Donzé Chantal, OFS, Section Comptes nationaux, tél. 032 713 66 59
Leemann Klaus, OFS, Section Comptes nationaux, tél. 032 713 60 71
e-mail: info.vgr-cn@bfs.admin.ch

N° de commande: 665-0302

© OFS

1 Le contexte économique

1.1 La conjoncture internationale

... en Europe

La croissance est restée forte dans l'Union européenne jusqu'au premier trimestre 2001, puis le climat conjoncturel s'est brusquement détérioré. Les années 2002 et 2003 ont été marquées par une croissance faible. Une reprise conjoncturelle s'est dessinée vers la fin de 2003, mais elle n'a pas ramené un niveau de croissance comparable à celui de la fin des années 1990. Il faut souligner toutefois que la croissance est loin d'être homogène au sein de l'UE. En 2003, le taux de croissance du PIB a été considérable, en termes réels, dans plusieurs pays de l'Union, comme l'Espagne (+2,9%), l'Irlande (+4,4%), le Luxembourg (+2,9%), la Finlande (+2,4%) et la Grèce (+4,7%), alors que les pays voisins de la Suisse, qui sont aussi nos principaux partenaires commerciaux, ont dû se contenter de taux de croissance sensiblement plus faibles (France +0,9%, Allemagne -0,2%, Italie +0,3%, Autriche +0,8%). Pour l'ensemble de l'UE, le taux de croissance réel du PIB a été de +1,1% en 2003. Le taux d'inflation de la zone euro a varié dans des limites relativement étroites, entre 2 et 2,5%, durant les années 2002 et 2003.

... dans le monde

La conjoncture des Etats-Unis devance celle de l'Union européenne. Les Etats-Unis ont atteint le creux de la vague à la fin de 2001 et ont renoué dès 2002 avec une croissance modérée, qui s'est perceptiblement renforcée en 2003. Le renchérissement des biens de consommation a atteint son niveau le plus bas (1,0%) au premier semestre 2002, puis a augmenté jusqu'à dépasser brièvement 3% au début de 2003, avant de retomber en cours d'année au-dessous de 2%.

Le Japon a enregistré en 2003 une croissance de 2,5% de son produit intérieur brut, après un recul de 0,3% l'année précédente. L'indice des prix à la consommation était encore en recul en 2003 (-0,3%), mais moins fortement que l'année précédente (-0,9%). La croissance s'est répercutée en 2003 sur le marché du travail et sur les marchés financiers, où les cours ont sensiblement augmenté.

1.2 La conjoncture en Suisse

En Suisse, le cycle conjoncturel, parallèle à celui de l'Union européenne, a atteint son niveau le plus bas en 2002 et en 2003. A partir de 2002, la dépense de consommation finale des ménages et les investissements en biens d'équipement n'ont plus été assez forts pour maintenir le taux de croissance réel au même niveau que les années précédentes. Les autres composantes de la demande ont aussi été touchées par la morosité du climat économique. Le ralentissement de l'économie domestique s'est poursuivi jusqu'à la fin de 2003.

Les économies étant fortement interdépendantes, il n'est pas surprenant que les cycles conjoncturels suivent un cours très similaire dans l'UE et en Suisse. On le voit dans les chiffres du commerce extérieur, où la croissance a sensiblement ralenti en 2001 déjà – aussi bien du côté des exportations que du côté des importations –, ralentissement qui s'est encore accentué en 2002 et qui s'est maintenu jusqu'à la fin de 2003.

Les taux d'intérêt ont atteint leur niveau le plus bas au printemps 2003. Sur le marché monétaire, le taux Libor à trois mois est tombé au-dessous de 0,5% et est resté sous cette limite jusqu'à la fin de l'année. Sur le marché des capitaux, les obligations d'Etat à 10 ans en francs suisses oscillaient au premier semestre autour du faible taux de 2,5%, puis au deuxième semestre entre 2,5 et 3%.

Le franc suisse s'est déprécié au cours de l'année 2003 par rapport à l'euro. Jusqu'au printemps 2003, le cours de l'euro était encore nettement inférieur à 1,50 CHF, puis l'euro est monté à 1,55 CHF, et n'a plus faibli jusqu'à la fin de l'année. Le franc suisse s'est apprécié en revanche par rapport au dollar, mais cette évolution est due surtout à la faiblesse de ce dernier.

1.3 Situation de l'emploi en Suisse

En 2000 et en 2001, l'emploi en équivalents plein temps (EPT) a augmenté constamment d'environ un et demi pour cent par an. En 2002, le nombre d'EPT a légèrement reculé par rapport à l'année précédente. Le recul a atteint environ un et demi pour cent en 2003. L'évolution de l'emploi a été en l'occurrence parallèle au cycle conjoncturel, mais légèrement décalée dans le temps. Ce décalage s'explique par le fait que les employeurs ne réagissent pas instantanément par des licenciements ou des embauches aux variations de la demande.

2 Explication des résultats

On trouvera une analyse détaillée des résultats de 2002 dans «Le système de comptabilité nationale: Compte de production de la Suisse, 1990-2002 (SEC 95)».¹ Cette analyse s'appuie toutefois sur des résultats provisoires, qui ont depuis été adaptés sur la base de données plus récentes. Les résultats fondés sur les premières enquêtes ont toujours un caractère provisoire. Ils sont révisés l'année suivante sur la base d'informations supplémentaires, et acquièrent alors un statut définitif.

2.1 Correction des résultats de 2002

Nous ne considérerons brièvement ici que les trois branches dont les résultats pour l'année 2002 ont été corrigés de manière sensible.

La branche de la construction fait partie des rares branches qui, malgré le contexte conjoncturel défavorable de l'année 2002, ont évolué positivement. Les informations nettement plus détaillées dont nous disposons actuellement confirment la tendance à la croissance de cette branche, mais montrent aussi que cette dynamique a été un peu moins forte que ne le laissaient penser les résultats provisoires. La valeur ajoutée brute de la construction a donc dû être corrigée à la baisse.

La valeur ajoutée brute de la branche «Fabrication de machines, d'équipements électriques et informatiques» a également été corrigée à la baisse dans les résultats définitifs.

Dans la branche «Recherche et développement», les résultats provisoires ont dû être corrigés suite au reclassement d'une entreprise. Une entreprise initialement classée dans une branche donnée peut être reclassée si ses activités économiques changent ou s'il y a création d'une filiale dans un domaine d'activité autre que celui de la maison mère. En l'occurrence, le reclassement de

l'entreprise en question a été pris en compte dans le calcul des chiffres définitifs de 2002 et a entraîné une correction à la hausse des résultats de la branche.

Les résultats définitifs ont été corrigés à la baisse (par rapport aux résultats provisoires) dans les branches «Activités manufacturières (meubles, bijoux, jouets)» et «Activités associatives, culturelles et sportives». Ils ont été corrigés à la hausse dans la branche «Transports par terre, eau, conduites et air». Globalement, les corrections se soldent par une production intérieure brute légèrement plus basse. En conséquence, le taux de croissance du PIB aux prix courants par rapport à l'année précédente doit être ramené de 2,0% à 1,9%. Aux prix de l'année précédente, le taux de croissance du PIB reste inchangé à 0,3%.

2.2 Faible croissance de l'économie réelle en 2003

Nos résultats montrent que la croissance de l'économie suisse est restée à peu près nulle en 2003. La croissance du produit intérieur brut (PIB), qui était encore soutenue en 2000 (3,6%)², s'est ralentie en 2001 (1,0%), puis est entrée dans un état de quasi stagnation les deux années suivantes: +0,3% en 2002, -0,3% en 2003.

La morosité du climat économique en 2003 s'observe à tous les niveaux. Du côté de la production, la valeur de production brute a reculé de 0,7%, la consommation intermédiaire de 0,7% également, la somme des valeurs ajoutées brutes de 0,6%³. Du côté des dépenses, la consommation privée n'a augmenté que légèrement (0,8%) et les investissements ont souffert du climat économique très défavorable, malgré des taux d'intérêt bas: la formation de capital fixe a reculé de 1,3% par rapport à l'année précédente. La croissance des investissements dans

¹ Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, 2004.

² Sauf indication contraire, toutes les variations sont exprimées en pour cent par rapport à l'année précédente et aux prix de l'année précédente.

³ La somme des VAB diffère du PIB par les ajustements: impôts, subventions, SIFIM.

la construction (+1,8%) a heureusement compensé au moins en partie l'effondrement des investissements en biens d'équipement (-3,8%). Les chiffres du commerce extérieur sont eux aussi sans équivoque: les exportations ont reculé de 0,5% par rapport à l'année précédente, les importations n'ont augmenté que de 1,3%, ce qui est sensiblement au-dessous de leur taux de croissance moyen des cinq dernières années.

Enfin, la faible progression annuelle des prix à la consommation (0,6%) et le niveau toujours bas des taux d'intérêts en francs suisses témoignent de la mauvaise conjoncture de l'année 2003.

2.3 Les trois secteurs économiques

La valeur ajoutée brute du secteur primaire (agriculture et sylviculture) s'est proprement effondrée en 2003.

Cette année a été pour l'agriculture l'une des plus difficiles de la période récente. Deux facteurs ont conjugué leurs effets négatifs. D'une part, le processus d'adaptation structurelle s'est poursuivi à un rythme très rapide. Durant la seule année 2003, le nombre d'entreprises agricoles exploitées par un agriculteur à titre principal s'est réduit de plus de 1000 unités, ce qui représente un recul de plus de 2%. Si l'on y ajoute les entreprises exploitées à titre accessoire, le nombre des fermetures atteint 1400 unités. Mais le processus d'adaptation structurelle du secteur primaire, qui perdure, ne suffit pas à expliquer le recul massif de l'année 2003. La valeur ajoutée du secteur primaire a tout de même reculé de 8,5%. Cette évolution inhabituelle est due en partie à des facteurs climatiques. Des températures supérieures à la moyenne ont eu pour effet de réduire considérablement le rendement des récoltes. La valeur de production brute a ainsi diminué sans que les agriculteurs aient la possibilité de comprimer dans les mêmes proportions leur consommation intermédiaire, qui se compose en grande partie de coûts fixes.

L'année 2003 a été inhabituelle aussi sous le rapport de l'évolution des prix. Après une période de recul continu des prix sur plusieurs années, de nombreux produits ont renchéri à cause des mauvaises récoltes. Le renchérissement a atteint 4,2% en 2003. La hausse des prix a été moins marquée – tout juste 2% – pour les biens intermédiaires.

Dans le secteur secondaire (industrie), la valeur de production brute (0,0%) et la valeur ajoutée (-0,1%) sont restées au même niveau que l'année précédente. Mais l'évolution est loin d'avoir été homogène dans toutes les branches du secteur industriel. Un grand nombre de branches, dont la part à la valeur ajoutée totale est peu importante, ont vu leur valeur ajoutée brute diminuer. C'est le cas de l'ensemble de l'industrie mécanique, avec les branches qui en dépendent en amont et en aval. Peu de grandes branches du secteur industriel sont parvenues à augmenter leur valeur ajoutée. L'industrie chimique et la construction en font partie.

Dans le secteur tertiaire (services), la valeur ajoutée a été dans l'ensemble légèrement négative (-0,6%), avec ici aussi de grandes différences selon les branches. Les entreprises de services ont visiblement fait de gros efforts d'économie: la consommation intermédiaire, qui avait encore augmenté de 3,8% en 2002, a reculé de 1,6% en 2003. Les possibilités de réduire la consommation intermédiaire sont nombreuses, et quand le volume de la consommation intermédiaire devient incompressible, les entreprises tâchent de se procurer les prestations dont elles ont besoin à des conditions plus avantageuses. Dans différentes branches, on observe une tendance des entreprises à remplacer les prestations de tiers par des prestations propres. A l'inverse de la tendance à l'externalisation, qui a longtemps prédominé, on observe désormais plutôt une tendance à l'«internalisation». On voit ainsi des entreprises absorber leurs prestataires de services avec tout leur personnel et produire elles-mêmes les services dont elles ont besoin, services qui ne sont dès lors plus comptabilisées comme des consommations intermédiaires. C'est une source d'économies pour les entreprises car les prestations propres ne sont pas soumises à la taxe sur la valeur ajoutée.

La réduction considérable de la consommation intermédiaire dans le secteur des services n'a toutefois pas suffi à compenser le recul de la production par rapport à l'année précédente. Ce recul découle lui-même en partie de la diminution des consommations intermédiaires (voir au §2.4 les commentaires sur les branches «location de machines et équipements» et «services aux entreprises»).

2.4 Les branches d'activité économique

L'économie suisse est composée de 43 branches d'activités économiques selon notre présentation, mais plus de 80% de la somme des valeurs ajoutées brutes (VAB) est attribuable à seulement 15 branches:

concurrence a joué un rôle important pour l'évolution du commerce de gros, tandis que le commerce de détail et des véhicules a souffert du climat morose de la consommation des ménages.

Le secteur de l'intermédiation financière et des assurances reste l'un des piliers de l'économie suisse: 14.4%

Part à la valeur ajoutée brute (VAB) en 2003

Les 15 branches les plus importantes + location d'immeubles des ménages

	Part à la valeur ajoutée brute, à prix courants	Taux d'évolution aux prix de l'année précédente
Commerce de gros et de détail	11,4%	0,1%
Administrations publiques, ass. soc. publiques	10,7%	1,8%
Intermédiation financière	9,2%	-0,6%
Location d'immeubles (par les ménages) ⁴	7,2%	2,8%
Location machines et équipement, services aux entreprises	6,5%	-8,7%
Santé et activités sociales	5,7%	1,1%
Construction	5,5%	2,8%
Assurances (y.c. assurances sociales privées)	5,2%	2,2%
Chimie, raffinage de pétrole	3,3%	2,7%
Postes et télécommunications	2,9%	3,5%
Fabrication de machines	2,7%	-4,2%
Fabr. d'instr. médicaux et d'optique; horlogerie	2,5%	0,6%
Hôtellerie et restauration	2,4%	-8,5%
Transports par terre, eau, conduites et air	2,4%	1,3%
Production et distribution d'électricité et d'eau	2,3%	0,8%
Industries alimentaires, des boissons et du tabac	2,0%	-2,4%

Si la structure économique ne varie pas radicalement d'une année à l'autre, dans le haut du classement à tout le moins, les taux d'évolution de ces différentes catégories d'activités ont connu des mouvements fort contrastés. Dans ce qui suit, nous passons en revue les 15 principales branches d'activité, ainsi que la location d'immeubles par les ménages, en suivant approximativement l'ordre décroissant de part à la VAB.

Le commerce de gros et de détail affiche un taux d'évolution de sa VAB, en volume, inférieur au taux moyen des trois années précédentes (2000 à 2002). Malgré une augmentation (modérée) de la production, la progression de la VAB stagne. L'accroissement de la

de la VAB. Les sociétés financières de type bancaire ont enregistré un nouveau repli en 2003 (-0,6%), mais moins marqué qu'en 2002 et 2001 (-2,3% et -14,4% respectivement). La valeur de production en 2003 baisse de 3%, en raison des droits de garde et commissions de courtage en diminution, tout comme les placements fiduciaires, et dans une moindre mesure les crédits à la consommation. Par contre, les emprunts hypothécaires et une forte hausse du volume d'émissions obligataires est venue atténuer ces mouvements globalement négatifs. Les sociétés de ce secteur d'activité ont poursuivi en parallèle d'importantes mesures de restructuration, afin de réduire leurs coûts, ce qui a permis de redresser un peu leurs résultats.

⁴ Il ne s'agit ici pas de la branche «Activités immobilières», mais de l'une des activités productives des ménages privés, sans qu'il y ait constitution d'une société.

Les sociétés d'assurance et fonds de pension enregistrent une croissance de leur VAB de 2,2%. Les événements de 2001 (attentats du 11 septembre et catastrophes naturelles en Suisse) ont déclenché une phase de restructuration de la branche qui a consisté en une augmentation des tarifs de primes, une diminution des frais administratifs et l'abandon d'une partie des affaires de réassurance peu rentables par les compagnies d'assurance directe.

Dans le secteur des administrations publiques et assurances sociales publiques, la valeur de production brute, dont l'une des composantes principales est la rémunération du personnel⁵, progresse constamment. En 2003, cependant, la consommation intermédiaire augmente d'une manière plus soutenue; ainsi la hausse de la VAB de +1,8% se situe en-dessous de la moyenne des trois années précédentes, évaluée à +3,4%.

La location d'immeubles en possession des ménages, qui comprend également les loyers fictifs⁶, engendre une VAB en croissance de 2,8% à prix constants.

La location de machines et équipements, ainsi que les services aux entreprises sont, par contre, victimes des efforts de rationalisation entrepris dans d'autres branches, et doivent affronter une contraction de leur volume d'affaires sans pouvoir toujours comprimer d'autant la consommation intermédiaire. Dans ces branches à forte proportion de petits indépendants, les marges sont étroites, voir inexistantes pour procéder à des restructurations.

Les coûts de la santé augmentent constamment. Cependant, cette hausse se traduit, dans la branche de la santé et des activités sociales par un taux modéré de +1,7% de sa valeur de production brute en terme réel. Dans notre acception, cette branche recouvre moins d'activités que dans l'acception commune: elle se compose principalement des hôpitaux, et des cabinets médicaux, dentaires, vétérinaires, mais n'inclut par exemple ni les pharmacies, attribuées à la branche du commerce de détail, ni l'industrie pharmaceutique, partie intégrante de la branche de la chimie.

La construction connaît par contre une année exceptionnelle en termes de croissance réelle (+2,8%). En effet, les faibles taux d'intérêts hypothécaires et la forte concurrence sur le marché du bâtiment, entraînant une baisse des prix, favorisent la demande des ménages pour de nouveaux logements.

Pour la branche de la chimie et du raffinage de pétrole, les résultats 2003 sont plus positifs que ceux des trois années précédentes. Les grandes entreprises bénéficient de toute évidence de leur stratégie d'internationalisation et exportent pour une valeur représentant plus du tiers des exportations suisses. Ce sont avant tout des spécialités pharmaceutiques, puis des matières premières et de base, ou des plastiques qui sont vendus aux pays développés ou en transition: pays membres et candidats de l'UE, USA, Chine, pays de l'Est hors UE.

Par contre, une autre branche d'exportation par excellence, celle de la fabrication des machines, souffre encore de l'apathie du voisin allemand, qui absorbe un tiers de ses exportations. De ce fait, sa VAB diminue de 4,2% à prix constants.

Enfin, deux autres branches caractérisées par leur forte propension à exporter, reflètent aussi l'atonie économique de nos voisins: la fabrication de denrées alimentaires, et la fabrication d'instruments de précision (optiques, médicaux, horlogers), avec toutefois une nuance: si les ventes de montres à l'étranger n'atteignent de loin pas les niveaux de 2002, celles des instruments médicaux et d'optique progressent fortement.

Les Postes et télécommunications connaissent pour la seconde année consécutive un excellent taux de croissance en volume (+3,5%). Une part de l'explication réside dans l'extension des activités de la Poste vers le segment des «services financiers», qui représente 20,4% de son produit d'exploitation, pour une part au résultat d'exploitation de 69,6% en 2003. Dans le domaine des télécommunications, les investissements consentis par les opérateurs ont atteint un pic en 2000, donnant à ceux-ci les possibilités techniques de répondre à une demande en forte croissance. En 2003, il a été possible de diminuer le niveau des investissements, ce qui explique la hausse des bénéfices nets.

L'hôtellerie et la restauration traversent une passe difficile, ainsi qu'en témoigne une importante chute de la valeur ajoutée brute (-8,5%), pour la seconde année consécutive. Depuis 1999, le nombre d'établissements dans l'hôtellerie diminue chaque année de 1%, la rentabilité des exploitations n'étant plus garantie.

⁵ Les hausses de ce poste peuvent trouver leur origine dans deux phénomènes: soit par la hausse des coûts salariaux, soit par l'embauche. En 2003, les emplois en équivalents plein temps pour cette branche d'activité économique progressent de 1,65%, les coûts salariaux de 0,25% en termes réels, Confédération, cantons et communes confondus.

⁶ C'est-à-dire, une évaluation des loyers des logements occupés par les ménages propriétaires.

Les services d'infrastructure font plus que se maintenir en 2003: aussi bien dans le transport, que dans l'approvisionnement en électricité et en eau, la progression est bien réelle. Le transport par voie d'eau⁷ mérite une mention particulière: le transport de biens par cargos et container est en nette croissance, du fait d'intenses échanges dans la zone asiatique, ainsi que dans une moindre mesure le transport de personnes (croisières aux abords du continent européen).

Le tableau suivant présente pour 2003 les branches les plus dynamiques et les moins performantes en termes d'évolution de la VAB. En regard de chaque branche figure la tendance en 2003 par rapport à la moyenne des taux de 2000 à 2002:

Il ressort deux éléments de ce tableau :

D'une part, les branches ayant de faibles parts à la VAB, sont souvent plus volatiles, aussi bien à la hausse qu'à la baisse, que les branches ayant une plus grande importance.

D'autre part, ce sont avant tout les branches les plus importantes, en volume, qui ont réalisé le meilleur taux de croissance. Cette constatation s'explique par la présence de grandes entreprises dans ces branches qui se sont diversifiées et qui peuvent ainsi mieux résister aux revirements conjoncturels.

Les chiffres détaillés des branches pour 2003 présentés ici sont encore provisoires. Il n'est pas exclu qu'ils fassent en 2006 l'objet de rectifications à la lumière de nouvelles informations.

Classement par taux d'évolution de la valeur ajoutée brute aux prix de l'année précédente

	Part à la valeur ajoutée brute, à prix courants	Taux d'évol. aux prix de l'année précédente	Ecart du taux 2003 à la moyenne 2000-02
Fabrication d'autres moyens de transport	0,3%	7,7%	↗
Postes et télécommunications	2,9%	3,5%	↗
Location d'immeubles (par les ménages)	7,2%	2,8%	↗
Construction	5,5%	2,8%	↗
Chimie, raffinage de pétrole	3,3%	2,7%	↗
Assurances (y.c. assurances sociales privées)	5,2%	2,2%	↗
Administrations publiques, ass. soc. publiques	10,7%	1,8%	↘
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	0,7%	1,6%	↗
Industrie automobile	0,1%	1,4%	↗
Transports par terre, eau, conduites et air	2,4%	1,3%	↘
...
Industries extractives	0,2%	-4,5%	↗
Industrie du cuir et de la chaussure	0,1%	-5,6%	↘
Enseignement	0,6%	-6,0%	↘
Métallurgie	0,4%	-6,2%	↘
Hôtellerie et restauration	2,4%	-8,5%	↘
Agriculture, Chasse, sylviculture, pêche et pisciculture	1,2%	-8,5%	↘
Location machines et équipement, services aux entreprises	6,5%	-8,7%	↘
Industrie de l'habillement et des fourrures	0,1%	-9,7%	↘
Activités informatiques	1,7%	-10,4%	↘
Récupération et préparation au recyclage	0,1%	-14,3%	↘

⁷ La Suisse dispose d'une flotte non négligeable; les sociétés d'armateurs bénéficient en ce moment de la hausse des tarifs de transport, en raison de la forte demande. Celle-ci ne peut être résorbée subitement, la mise en chantier d'un bateau nécessitant de gros moyens.

3 Premiers résultats 2004

Les données provisoires et générales pour 2004 montrent une bonne tenue de l'économie suisse : +2.1 % de croissance du PIB aux prix de l'année précédente, soit un taux clairement supérieur à la moyenne des taux des dix années précédentes.

Ce dynamisme est à mettre sur le compte de la reprise des investissements et de l'intensification de la demande extérieure, engendrant des niveaux record d'excédents de la balance commerciale.

Les résultats des sociétés non financières corroborent ces observations, avec dans un rôle moteur, les branches de l'industrie des machines et équipements, de la chimie, de la construction, du commerce et des communications. Quant aux banques, elles bénéficient de la reprise des marchés boursiers et apportent elles aussi leur contribution à la croissance constatée.

4 Tableaux

T1a Compte de production par branches (A prix courants, en millions de francs)

NOGA	Branches	2001 d			2002 r			2003 p			
		VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	Part VAB
1-5	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture	12 887	7 115	5 772	13 011	7 318	5 693	12 808	7 382	5 426	1,2%
10-14	Industries extractives	1 676	890	786	1 516	747	769	1 463	733	730	0,2%
15-16	Industries alimentaires, des boissons et du tabac	27 816	19 483	8 333	29 215	20 348	8 866	29 001	20 245	8 756	2,0%
17	Industrie textile	3 046	1 842	1 205	2 682	1 585	1 096	2 535	1 494	1 041	0,2%
18	Industrie de l'habillement et des fourrures	1 506	1 072	434	1 601	1 222	379	1 126	775	351	0,1%
19	Industrie du cuir et de la chaussure	367	235	132	346	227	119	330	218	113	0,0%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	6 013	3 227	2 786	6 850	3 999	2 851	6 747	3 852	2 894	0,7%
21	Industrie du papier et du carton	4 710	2 984	1 726	4 826	3 078	1 748	4 718	3 019	1 698	0,4%
22	Edition, impression	11 464	5 987	5 477	11 150	5 917	5 233	10 532	5 402	5 130	1,2%
23-24	Chimie, raffinage de pétrole	44 117	30 664	13 453	49 050	34 546	14 504	49 984	35 335	14 649	3,3%
25	Fabrication d'art. en caoutchouc et en mat. plast.	6 894	4 104	2 790	6 254	3 635	2 618	6 390	3 838	2 552	0,6%
26	Fabrication d'autres produits minéraux	4 802	2 682	2 120	4 923	2 880	2 043	4 842	2 835	2 007	0,5%
27	Métallurgie	4 965	3 186	1 778	4 071	2 379	1 692	4 116	2 524	1 593	0,4%
28	Travail des métaux	17 253	9 009	8 244	15 909	8 026	7 883	15 666	7 884	7 782	1,8%
29	Fabrication de machines	31 662	19 062	12 600	30 153	18 101	12 052	29 153	17 498	11 655	2,7%
30-31	Fabr. de machines, d'équip. élec. et informatiques	17 262	13 550	3 712	14 050	10 572	3 478	13 297	9 959	3 338	0,8%
32	Fabrication d'équipements de communication	6 264	3 727	2 538	6 769	4 232	2 538	6 783	4 357	2 427	0,6%
33	Fabr. d'instr. médicaux et d'optique; horlogerie	25 403	15 015	10 388	26 127	15 443	10 685	26 536	15 568	10 967	2,5%
34	Industrie automobile	1 482	999	483	1 372	901	471	1 358	898	460	0,1%
35	Fabrication d'autres moyens de transport	3 675	2 585	1 090	3 572	2 463	1 109	3 565	2 416	1 149	0,3%
36	Activités manuf. (meubles, bijoux, jouets...)	5 731	3 498	2 233	5 322	3 119	2 203	5 376	3 249	2 127	0,5%
37	Récupération et préparation au recyclage	1 197	807	391	1 248	837	411	1 227	823	404	0,1%
40-41	Production et distribution d'électricité et d'eau	25 060	14 129	10 931	23 445	13 104	10 340	23 838	13 586	10 253	2,3%
45	Construction	44 908	22 114	22 793	46 815	23 216	23 599	47 432	23 518	23 914	5,5%
50	Commerce/rép. auto; commerce de carburants	9 364	3 256	6 108	9 630	3 201	6 428	9 755	3 221	6 535	1,5%
51-52	Commerce de gros et de détail	72 106	23 605	48 501	73 952	24 550	49 402	76 307	26 420	49 887	11,4%
55	Hôtellerie et restauration	21 881	10 200	11 681	20 733	9 412	11 321	20 182	9 595	10 588	2,4%
60-62	Transports par terre, eau, conduites et air	21 521	11 108	10 413	22 549	12 150	10 399	22 624	12 176	10 448	2,4%
63	Services aux. des transports; agences de voyage	10 418	6 246	4 172	10 766	6 564	4 202	10 933	6 724	4 209	1,0%
64	Postes et télécommunications	19 148	8 605	10 543	24 846	12 382	12 464	25 633	12 786	12 847	2,9%
65	Intermédiation financière	60 079	19 676	40 403	58 149	17 960	40 189	56 893	16 683	40 210	9,2%
66	Assurances (y.c. assurances sociales privées)	35 339	21 002	14 337	42 329	23 090	19 240	45 465	22 819	22 646	5,2%
70	Activités immobilières	7 368	2 101	5 268	7 405	2 064	5 340	7 424	2 054	5 370	1,2%
71+74	Location machines et équipement, services aux entr.	50 985	19 241	31 743	50 865	20 251	30 614	46 968	18 349	28 620	6,5%
72	Activités informatiques	13 368	5 297	8 072	14 019	5 677	8 342	13 253	5 603	7 650	1,7%
73	Recherche et développement	4 127	2 353	1 774	4 897	3 007	1 889	5 310	3 480	1 831	0,4%
75	Administrations publiques, ass. soc. publiques	60 176	15 913	44 263	61 992	16 213	45 778	63 624	16 690	46 934	10,7%
80	Enseignement	4 324	1 635	2 689	4 381	1 675	2 705	4 208	1 614	2 593	0,6%
85	Santé et activités sociales	33 755	10 256	23 498	35 219	10 824	24 395	36 196	11 239	24 956	5,7%
90	Assainissement, voirie et gestion des déchets	1 842	945	896	1 844	948	896	1 877	985	892	0,2%
91-92	Activités associatives, culturelles et sportives	13 427	7 862	5 566	14 255	8 293	5 962	14 153	8 061	6 092	1,4%
93-95	Services personnels et domestiques	4 222	947	3 275	4 371	1 001	3 370	4 456	1 037	3 419	0,8%
96-97	Location d'immeubles (ménages)	34 910	4 619	30 291	35 727	5 311	30 416	36 077	4 711	31 366	7,2%
	Total avant ajustements	788 519	362 831	425 688	808 203	372 468	435 734	810 161	371 654	438 507	100,0%
	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			-28 659			-29 618			-28 913	
	Impôts sur les produits			29 474			28 372			28 770	
	Subventions sur les produits			-4 018			-3 962			-3 801	
	Total après ajustements*			422 485			430 527			434 562	

* La somme des valeurs ajoutées après ajustements correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute
CI = Consommation intermédiaire

VAB = Valeur ajoutée brute
Part VAB = Part relative de la VAB en %

d = définitif
r = révisé

p = provisoire

T1b Compte de production par branches (Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente)

2002 r			2003 p			Branches	NOGA
VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB		
1,5%	3,4%	-0,7%	-4,3%	-1,1%	-8,5%	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture	1-5
-10,1%	-16,5%	-2,9%	-2,9%	-1,3%	-4,5%	Industries extractives	10-14
4,3%	3,8%	5,5%	-1,9%	-1,6%	-2,4%	Industries alimentaires, des boissons et du tabac	15-16
-10,9%	-12,9%	-8,0%	-4,7%	-4,9%	-4,3%	Industrie textile	17
4,6%	12,2%	-14,3%	-31,5%	-38,2%	-9,7%	Industrie de l'habillement et des fourrures	18
-6,9%	-4,5%	-11,1%	-4,7%	-4,2%	-5,6%	Industrie du cuir et de la chaussure	19
14,8%	25,0%	3,0%	-1,4%	-3,6%	1,6%	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	20
4,8%	5,6%	3,5%	0,5%	0,8%	-0,1%	Industrie du papier et du carton	21
-1,9%	-0,2%	-3,7%	-4,0%	-7,3%	-0,4%	Edition, impression	22
14,6%	16,1%	11,0%	3,5%	3,9%	2,7%	Chimie, raffinage de pétrole	23-24
-9,3%	-11,4%	-6,2%	2,8%	6,3%	-1,9%	Fabrication d'art. en caoutchouc et en mat. plast.	25
1,1%	6,0%	-5,0%	-1,1%	-1,1%	-1,3%	Fabrication d'autres produits minéraux	26
-12,1%	-19,9%	1,9%	0,8%	5,7%	-6,2%	Métallurgie	27
-8,8%	-11,8%	-5,5%	-1,5%	-1,7%	-1,3%	Travail des métaux	28
-5,6%	-5,8%	-5,3%	-4,2%	-4,2%	-4,2%	Fabrication de machines	29
-18,2%	-21,5%	-6,0%	-5,1%	-5,5%	-3,8%	Fabr. de machines, d'équip. élec. et informatiques	30-31
9,4%	15,0%	1,2%	1,9%	4,7%	-2,8%	Fabrication d'équipements de communication	32
0,3%	0,4%	0,2%	-0,5%	-1,2%	0,6%	Fabr. d'instr. médicaux et d'optique; horlogerie	33
-6,6%	-9,1%	-1,6%	2,9%	3,7%	1,4%	Industrie automobile	34
-2,0%	-3,9%	2,4%	3,8%	2,0%	7,7%	Fabrication d'autres moyens de transport	35
-6,9%	-10,5%	-1,2%	1,0%	4,1%	-3,5%	Activités manuf. (meubles, bijoux, jouets...)	36
4,5%	4,1%	5,3%	-14,4%	-14,4%	-14,3%	Récupération et préparation au recyclage	37
-3,9%	-4,7%	-3,0%	3,4%	5,4%	0,8%	Production et distribution d'électricité et d'eau	40-41
5,5%	6,3%	4,7%	2,8%	2,8%	2,8%	Construction	45
5,3%	0,8%	7,6%	-0,1%	-0,8%	0,3%	Commerce/rép. auto; commerce de carburants	50
1,6%	3,2%	0,8%	2,3%	6,7%	0,1%	Commerce de gros et de détail	51-52
-9,2%	-11,4%	-7,2%	-4,8%	-0,3%	-8,5%	Hôtellerie et restauration	55
0,8%	5,7%	-4,4%	3,0%	4,4%	1,3%	Transports par terre, eau, conduites et air	60-62
1,7%	3,5%	-1,0%	0,2%	1,0%	-1,2%	Services aux. des transports; agences de voyage	63
30,5%	44,9%	18,8%	3,6%	3,7%	3,5%	Postes et télécommunications	64
-4,8%	-10,0%	-2,3%	-3,0%	-8,3%	-0,6%	Intermédiation financière	65
3,1%	4,4%	1,2%	-2,9%	-7,3%	2,2%	Assurances (y.c. assurances sociales privées)	66
-0,5%	-2,5%	0,3%	-0,1%	-0,8%	0,2%	Activités immobilières	70
-1,7%	3,9%	-5,0%	-9,8%	-11,5%	-8,7%	Location machines et équipement, services aux entr.	71+74
3,4%	5,8%	1,8%	-7,7%	-3,6%	-10,4%	Activités informatiques	72
16,9%	26,0%	4,9%	7,5%	14,7%	-4,0%	Recherche et développement	73
1,9%	1,9%	1,9%	2,1%	2,9%	1,8%	Administrations publiques, ass. soc. publiques	75
0,0%	1,3%	-0,8%	-5,8%	-5,5%	-6,0%	Enseignement	80
3,6%	4,8%	3,1%	1,7%	3,1%	1,1%	Santé et activités sociales	85
-1,4%	-1,1%	-1,6%	0,9%	3,0%	-1,4%	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90
4,6%	4,0%	5,5%	-2,7%	-4,7%	-0,1%	Activités associatives, culturelles et sportives	91-92
1,6%	3,7%	1,0%	0,9%	2,2%	0,5%	Services personnels et domestiques	93-95
1,3%	13,9%	-0,6%	0,7%	-11,6%	2,8%	Location d'immeubles (ménages)	96-97
1,3%	2,2%	0,5%	-0,7%	-0,7%	-0,6%	Total avant ajustements	
		0,3%			-0,3%	Total après ajustements*	

* La somme des valeurs ajoutées après ajustements correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute
 CI = Consommation intermédiaire
 VAB = Valeur ajoutée brute
 r = révisé
 p = provisoire

T2a Compte de production par secteurs économiques (A prix courants, en millions de francs)

NOGA	Secteurs économiques	2001 d			2002 r			2003 p			
		VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	Part VAB
1-5	Agriculture, chasse, sylviculture	12 887	7 115	5 772	13 011	7 318	5 693	12 808	7 382	5 426	1,2%
10-45	Industrie, bâtiment et génie civil	297 273	180 850	116 424	297 264	180 577	116 687	296 015	180 027	115 988	26,5%
50-97	Services (y compris le commerce)	478 359	174 866	303 493	497 928	184 573	313 355	501 338	184 245	317 092	72,3%
	Total avant ajustements	788 519	362 831	425 688	808 203	372 468	435 734	810 161	371 654	438 507	100,0%
	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			-28 659			-29 618			-28 913	
	Impôts sur les produits			29 474			28 372			28 770	
	Subventions sur les produits			-4 018			-3 962			-3 801	
	Total après ajustements*			422 485			430 527			434 562	

* La somme des valeurs ajoutées après ajustements correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute
CI = Consommation intermédiaire

VAB = Valeur ajoutée brute
Part VAB = Part relative de la VAB en %

d = définitif
r = révisé

p = provisoire

T3a Compte de production par secteurs institutionnels (A prix courants, en millions de francs)

Code	Secteurs institutionnels	2001 d			2002 r			2003 p			
		VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	Part VAB
S.11	Sociétés non financières	528 600	274 330	254 270	546 025	283 304	262 721	544 231	284 513	259 719	59,2%
S.12	Sociétés financières	95 418	40 678	54 740	100 478	41 050	59 429	102 358	39 502	62 856	14,3%
S.121	Sociétés financières	60 079	19 676	40 403	58 149	17 960	40 189	56 893	16 683	40 210	9,2%
S.122	(hors S.125)										
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	35 339	21 002	14 337	42 329	23 090	19 240	45 465	22 819	22 646	5,2%
S.13	Administrations publiques	60 176	15 913	44 263	61 992	16 213	45 778	63 624	16 690	46 934	10,7%
S.1314	Administrations de sécurité sociale	805	566	240	878	620	257	968	677	291	0,1%
S.14	Ménages	92 340	27 350	64 989	86 909	26 974	59 935	86 702	25 857	60 845	13,9%
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	11 986	4 560	7 426	12 799	4 927	7 872	13 245	5 093	8 153	1,9%
	Total avant ajustements	788 519	362 831	425 688	808 203	372 468	435 734	810 161	371 654	438 507	100,0%
	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			-28 659			-29 618			-28 913	
	Impôts sur les produits			29 474			28 372			28 770	
	Subventions sur les produits			-4 018			-3 962			-3 801	
	Total après ajustements*			422 485			430 527			434 562	

* La somme des valeurs ajoutées après ajustements correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute
CI = Consommation intermédiaire

VAB = Valeur ajoutée brute
Part VAB = Part relative de la VAB en %

d = définitif
r = révisé

p = provisoire

T2b Compte de production par secteurs économiques (Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente)

2002 r			2003 p			Secteurs économiques	NOGA
VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB		
1,5%	3,4%	-0,7%	-4,3%	-1,1%	-8,5%	Agriculture, chasse, sylviculture	1-5
0,7%	0,6%	0,8%	0,0%	0,1%	-0,1%	Industrie, bâtiment et génie civil	10-45
1,6%	3,8%	0,4%	-1,0%	-1,6%	-0,6%	Services (y compris le commerce)	50-97
1,3%	2,2%	0,5%	-0,7%	-0,7%	-0,6%	Total avant ajustements	
		0,3%			-0,3%	Total après ajustements*	

* La somme des valeurs ajoutées après ajustements correspond au PIB aux prix du marché.

VPB=Valeur de la production brute VAB=Valeur ajoutée brute p=provisoire
 CI=Consommation intermédiaire r=révisé

T3b Compte de production par secteurs institutionnels (Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente)

2002 r			2003 p			Secteurs institutionnels	Code
VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB		
3,1%	3,3%	2,8%	-0,5%	0,4%	-1,6%	Sociétés non financières	S.11
-1,9%	-2,6%	-1,4%	-3,0%	-7,7%	0,3%	Sociétés financières	S.12
-4,8%	-10,0%	-2,3%	-3,0%	-8,3%	-0,6%	Sociétés financières (hors S.125)	S.121 S.122
3,1%	4,4%	1,2%	-2,9%	-7,3%	2,2%	Sociétés d'assurance et fonds de pension	S.125
1,9%	1,9%	1,9%	2,1%	2,9%	1,8%	Administrations publiques	S.13
18,6%	19,9%	15,5%	16,4%	15,8%	17,8%	Administrations de sécurité sociale	S.1314
-6,6%	-2,0%	-8,6%	-1,2%	-5,2%	0,6%	Ménages	S.14
5,0%	5,9%	4,4%	2,0%	3,1%	1,3%	Institutions sans but lucratif au service des ménages	S.15
1,3%	2,2%	0,5%	-0,7%	-0,7%	-0,6%	Total avant ajustements	
		0,3%			-0,3%	Total après ajustements*	

* La somme des valeurs ajoutées après ajustements correspond au PIB aux prix du marché.

VPB=Valeur de la production brute VAB=Valeur ajoutée brute p=provisoire
 CI=Consommation intermédiaire r=révisé

